

Les 20 principaux impacts de notre travail collectif pour la justice en 2020

Communiqué du Comité national palestinien du BDS (BNC)

le 15 décembre 2020

Votre soutien a permis nos réalisations collectives, y compris les premières étapes vers les sanctions, mais nous avons besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

Malgré son investissement massif de ressources financières, politiques, diplomatiques, de propagande et d'espionnage dans sa guerre contre le mouvement BDS, Israël a échoué, comme l'admettent aujourd'hui certains de ses propres groupes de pression, grâce à votre soutien dans le monde entier.

Depuis des années, les militants se demandent quand nos efforts fructueux en matière de « B » et de « D » commenceront à déboucher sur un certain « S ». Quand nos campagnes de boycott et de désinvestissement à la base commenceront-elles à inciter les décideurs politiques à envisager d'imposer à l'Israël de l'apartheid des sanctions similaires à celles imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid dans le passé ?

Nous partageons avec vous ci-dessous 20 des plus importants indicateurs d'impact que votre soutien nous a permis d'atteindre collectivement en 2020. Nous avons peut-être commencé les premières étapes de cette transition vers le « S », mais nous avons encore besoin d'une impulsion beaucoup plus forte de la base et de la société civile pour y parvenir.

DONNEZ !

1. **Soutien mondial à #UNInvestigateApartheid** : L'appel palestinien à l'ONU pour enquêter sur l'apartheid israélien et imposer des sanctions pour y mettre fin, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud, a reçu un soutien massif de la société civile internationale. Parmi les signataires figurent 452 organisations de la société civile du monde entier, des pays du Sud, dix ex-présidents d'Amérique latine et d'Afrique, 720 parlementaires, diplomates et personnalités culturelles, ainsi que le diplomate des Nations unies membre de The Elders Lakhdar Brahimi.
2. **Des appels de plus en plus nombreux aux sanctions** : Des dirigeants politiques et des personnalités du monde entier ont appelé à l'adoption de sanctions contre Israël afin de mettre un terme à l'annexion formelle et de facto des terres palestiniennes. Parmi eux, le Conseil oecuménique des Eglises et, au Royaume Uni, des députés, le Congrès des Syndicats (TUC), et des artistes de renom.
3. **Des dirigeants arabes appellent à des sanctions** : Des dizaines de dirigeants arabes – anciens premiers ministres, ministres et diplomates, personnalités de la culture et de la société civile – appellent à « un large éventail de sanctions efficaces » pour contrer l'apartheid israélien et l'annexion illégale.
4. **L'ONU publie une base de données sur les colonies** : L'ONU a publié » une liste très attendue de 112 sociétés complices de l'entreprise illégale de colonisation israélienne, un premier pas concret vers la responsabilisation des sociétés israéliennes et internationales qui permettent les graves violations des droits des Palestiniens par Israël. La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays, a appelé les entreprises figurant sur la liste des Nations unies à « mettre fin à leur présence illégale ... sur la terre palestinienne ». Néanmoins, de nombreuses entreprises

complices ne sont pas encore incluses dans la base de données et doivent être ajoutées. Par exemple, plus de 100 organisations demandent que l'ONU ajoute HPE à la base de données pour sa complicité dans les colonies israéliennes.

5. **La justice israélienne subit des défaites** : La guerre juridique d'Israël (lawfare) contre le BDS a subi des coups importants. Réprimandant le gouvernement français, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que le fait de préconiser le boycott des produits israéliens relevait de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Un tribunal allemand a statué que la ville de Munich ne pouvait pas refuser un espace public aux groupes du BDS pour leurs manifestations. Aux États-Unis, une tentative incessante soutenue par le lobby israélien pour censurer et punir l'American Studies Association (ASA) pour son soutien au boycott universitaire d'Israël a une fois de plus échoué devant les tribunaux.
6. **La Cour suprême britannique soutient le désinvestissement local** : La Cour suprême du Royaume-Uni, dans un arrêt historique, a rétabli le droit des fonds de pension des autorités locales à se désinvestir des entreprises complices des violations israéliennes des droits de l'homme, en réprimant les restrictions gouvernementales illégales.
7. **Soutien progressif croissant des États-Unis aux droits des Palestiniens et au BDS** : Les représentants du Congrès américain appellent à conditionner le financement militaire d'Israël ; 22 % des Juifs américains de moins de 40 ans soutiennent un boycott total d'Israël; Alexandria Ocasio-Cortez – AOC – a abandonné une manifestation célébrant Yitzhak Rabin, qui a dirigé le nettoyage ethnique et la répression violente du peuple palestinien ; la députée Cori Bush, qui soutient le BDS, a été élue malgré les dénigrements du lobby israélien.

8. **Les principales institutions financières désinvestissent** : Davantage d'institutions financières de premier plan se sont retirées des entreprises impliquées dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens. Le fonds de pension néerlandais ABP s'est séparé de deux banques israéliennes qui finançaient les colonies, et la société norvégienne Storebrand s'est séparée de quatre sociétés profitant de l'occupation illégale d'Israël.
9. **Boycott culturel et gains contre le lavage des roses** : Le soutien au boycott culturel des institutions culturelles israéliennes complices s'est accru. Plus de 170 réalisateurs de films queer s'engagent à ne pas participer au festival du film LGBT TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien. Dix-neuf participants au TLVFest 2020 se sont retirés, dont huit cinéastes brésiliens. Docaviv – le Festival international du film documentaire de Tel-Aviv 2020, qui s'associe à des ministères du gouvernement israélien, a également été bouleversé par quatre annulations de la part de cinéastes et d'invités internationaux.
10. **La semaine contre l'apartheid israélien intégrée dans les campagnes antiracistes** : Plus de 100 groupes européens se sont joints à un appel palestinien pour coordonner les événements annuels de la Semaine contre l'apartheid israélien (IAW) avec les activités marquant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. La Semaine contre l'apartheid israélien a été organisée dans le monde entier, malgré la pandémie de COVID-19, et de nombreux événements ont dû se dérouler en ligne.
11. **Les victoires du désinvestissement des campus** : L'Université de Manchester (Royaume Uni) a désinvesti près de 2 millions de livres sterling à des entreprises complices de l'oppression d'Israël. Aux États-Unis, les étudiants de l'université Columbia, de l'université de l'Illinois Urbana-Champaign et de l'université d'Etat de San Francisco ont tous voté pour se désinvestir de

l'apartheid israélien.

12. **Les victoires de la campagne de boycott du Puma** : La plus grande université de Malaisie, Universiti Teknologi MARA (UiTM), a mis fin à un accord de parrainage avec Puma concernant le soutien de la société aux colonies israéliennes illégales. Le club de football Luton Town FC, qui fait partie de la Ligue de championnat britannique, a abandonné Puma comme fournisseur, tout comme le club de football Chester F.C. du Royaume-Uni. Dans un moment de franchise, un avocat de Puma a résumé l'impact de la campagne à un organisateur de boycott, en disant : « Vous nous rendez la vie misérable ».
13. **Les artistes arabes s'opposent à la normalisation des EAU** : Près de 100 artistes arabes, y compris palestiniens, ainsi que 17 groupes et organisations culturelles se sont engagés à boycotter toutes les activités culturelles parrainées par le régime des EAU au sujet de la normalisation d'Israël. Parmi les signataires figurent des grands noms du cinéma, de la musique, de la photographie, des arts du spectacle et des arts visuels, entre autres.
14. **G4S perd des contrats** : Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et une multinationale en Jordanie – qui a demandé à rester anonyme – ont décidé de ne pas renouveler leurs contrats avec G4S en 2020. G4S, la plus grande société de sécurité au monde, a une longue histoire d'implication dans les violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris la participation à la gestion de l'Académie de police israélienne à Jérusalem, la formation des forces de police israéliennes, avec un long historique d'implication dans les crimes de guerre.
15. **Propagation des zones libres d'apartheid** : Malgré la pandémie de COVID-19, les zones libres d'apartheid (ZLA) continuent de se répandre et de mobiliser les communautés. En Italie, le nombre d'activités commerciales, de centres culturels et sportifs et

d'associations qui se sont déclarés libres de l'apartheid israélien a dépassé les 200. Plus de 100 ZLA en Europe ont dénoncé le #CoronaRacism, y compris celui d'Israël. Au Chili, la Fédération des étudiants de l'Université Austral s'est déclarée zone libre d'apartheid, tout comme dix associations d'étudiants de l'Université Complutense de Madrid.

16. **Victoires du #RightToBoycott** : Malgré l'intensification des tentatives d'Israël et de ses alliés d'extrême droite pour réprimer le mouvement BDS, les militants des droits de l'homme ont remporté de nombreuses victoires du #RightToBoycott. Une puissante mobilisation mondiale a fait pression sur Israël pour qu'il libère le coordinateur général du mouvement BDS, Mahmoud Nawajaa, après 19 jours de détention sans inculpation. Le gouvernement écossais a réprimandé le gouvernement britannique en déclarant que les institutions publiques, les organisations ou les individus écossais devraient être libres de débattre, d'approuver ou de mettre en œuvre le BDS. Aux États-Unis, seule une fraction des projets de loi introduits ciblant le plaidoyer pour les droits des Palestiniens sont devenus des lois en raison des mobilisations citoyennes.
17. **Le soutien à l'embargo militaire s'accroît** : 10 000 personnes ont demandé à l'UE de cesser d'utiliser les drones de la société israélienne Elbit Systems ; Liverpool et Séville ont annulé les principales foires aux armes, dont Elbit Systems, suite à l'opposition locale dans les deux villes ; et Microsoft s'est séparé de la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision, qui aide Israël à maintenir son régime d'apartheid sur les Palestiniens.
18. **CAF soumise à des pressions pour abandonner le chemin de fer des colonies** : 70 groupes basques ont demandé à la société CAF de se retirer du projet illégal de métro léger de Jérusalem, qui permet à Israël de poursuivre ses politiques coloniales et d'apartheid, et huit

syndicats norvégiens ont demandé que CAF soit exclue des marchés publics.

19. **Lancement du boycott d'AXA** : 10 000 personnes et 250 organisations se sont engagées à boycotter AXA pour ses investissements dans les banques israéliennes qui permettent l'occupation et l'apartheid d'Israël.
20. **Des artistes, des universitaires et des organisations culturelles s'opposent à la réduction au silence des défenseurs des droits des Palestiniens en Allemagne** : 375 universitaires et artistes se sont opposés à des tests politiques décisifs en Allemagne visant à réduire au silence les défenseurs des droits des Palestiniens en vertu du droit international. Par ailleurs, 32 organisations culturelles allemandes de premier plan ont critiqué la résolution anti-BDS de 2019 du Parlement allemand, déclarant qu' »au lieu de freiner l'antisémitisme, la résolution a étouffé l'échange ouvert d'idées... et la liberté d'expression dans les arts », tous deux protégés par la Constitution.

Avec votre soutien continu, nous pouvons commencer à voir se concrétiser davantage de « S » !

DONNEZ !

Source : BDS movement

Traduction JPB pour pour BDS FRance

[Communiqué du BNC] Nous ne

serons pas réduits au silence.

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 2 décembre 2020

Notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens est confronté à des attaques de plus en plus nombreuses. Leur guerre contre BDS est un échec, mais nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour défendre les droits des Palestiniens.

Cette année, le mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien a été confronté à une escalade des attaques de l'apartheid israélien et de ses partisans anti-palestiniens.

Dans de nombreux pays, en particulier en Europe et aux États-Unis, un climat inquiétant d'intimidation et de répression a résulté de la diffusion de la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA qui associe l'opposition légitime au régime d'apartheid, de colonialisme et d'occupation illégale d'Israël à l'antisémitisme.

Les militants de la solidarité avec la Palestine, les associations et le mouvement BDS dans son ensemble sont diffamés, se voient refuser l'accès aux espaces publics et aux financements, sont censurés par les fournisseurs de plateformes de médias sociaux et sont persécutés par les organisations de droit israélien dans le cadre de procès futiles. Des politiques et des lois restrictives sont adoptées pour diaboliser ou criminaliser les boycotts des consommateurs ainsi que le désinvestissement et l'approvisionnement éthique par les institutions publiques.

**Nous avons plus que jamais besoin de votre soutien pour
défendre les droits des Palestiniens
et notre liberté d'expression collective.**

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

La bonne nouvelle, c'est que leur guerre contre le BDS est en train d'échouer.

Aux États-Unis, seule une fraction (25 %) des 202 projets de loi introduits pour supprimer notre défense des droits des Palestiniens est devenue une loi en raison de la forte opposition de la base et des libertés civiles.

La Cour européenne des droits humains (CEDH) a rendu une décision historique en juin, statuant que l'appel au boycott des produits israéliens relève de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits humains.

Les experts des droits humains des Nations unies sont intervenus contre les motions antidémocratiques et anti-palestiniennes adoptées contre le mouvement BDS en Allemagne, demandant au gouvernement allemand de veiller à ce que les groupes et les partisans du BDS « puissent mener à bien leur travail légitime dans un environnement sûr et favorable, et sans restrictions excessives ».

Des centaines d'universitaires juifs et israéliens, y compris des spécialistes renommés de l'histoire juive et de l'Holocauste, ont également condamné les résolutions parlementaires en Allemagne et en France qui assimilent l'antisionisme et le BDS à l'antisémitisme.

Au Royaume-Uni, la Cour suprême a confirmé le droit des fonds de pension publics de se séparer des entreprises complices de l'apartheid israélien en rejetant les restrictions illégales du gouvernement, tandis qu'un tribunal espagnol a rejeté le

procès frivole d'un groupe de pression israélien contre l'annulation par la ville de Cadix d'un événement cinématographique parrainé par l'ambassade israélienne.

Avec votre soutien, nous continuerons à développer notre mouvement non-violent BDS, à construire des alliances plus fortes avec les mouvements de justice mondiale, et à donner de l'espoir et de l'inspiration aux Palestiniens alors que nous continuons sur la voie de la libération.

Faites un don : <https://bdsmovement.net/donate>

Source: BDS movement

Traduction GD pour BDS France